

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**SCAPNOR**

ZAE - Chemin du Bac des Aubins - BP 10  
95820 Bruyères-sur-Oise

Références : UD95 – 2023 – 391  
Code AIOT : 0006505558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins à Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 21/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stockage des aérosols inflammables
- Modification de l'établissement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Stockage des produits dangereux (Aérosols)	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1	Avec suites Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
2	Modification du site et de l'espace boisé	Code de l'environnement R. 181-46 et L.110-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockage des produits dangereux (Aérosols)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des produits dangereux (Aérosols)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de stockage est délimitée et matérialisée si possible au sol. Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir de l'aire de stockage, sont observées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 m de tout stockage de matières inflammables, combustibles ou comburantes ;</li> <li>• 5 m des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation.</li> </ul> <p>Les distances précédentes peuvent être réduites à 1 m si entre ces emplacements et le stockage est interposé un mur en matériau de classe A1 (incombustible), REI 120 (coupe-feu de degré 2 h), dont la hauteur excède de 0,5 m celle du stockage, sans être inférieure à 2 m ; la longueur de ce mur est telle que les distances précédentes sont toujours respectées en le contournant.</p> <p>Le local abritant les réservoirs mobiles est convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air</p>

extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 m au-dessus du faîtage.

Des dispositions de stockage particulières sont mises en place telles que :

- une enveloppe grillagée suffisamment résistante et de maille suffisamment petite (dimension minimale : fil de 4 mm et maille de 50 mm) pour contenir les projectiles liés à l'explosion de flacons d'aérosols pendant les premières minutes d'un incendie éventuel
- ou le stockage dans une cellule spécifique aux aérosols avec mur coupe-feu.

-----  
Non-conformité n°5 de l'inspection du 28 septembre 2022 :

Contrairement aux dispositions de l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, les aérosols inflammables ne sont pas stockés dans des conditions permettant d'éviter les effets missiles en cas d'incendie. L'exploitant devra revoir ses stockages pour respecter les prescriptions de l'arrêté.

**Constats :** Par courrier du 4 novembre 2022, l'exploitant a transmis un courrier de réponse à la précédente inspection. Il a indiqué avoir contacté des sociétés pour mettre en place une zone grillagée destinée au stockage des aérosols inflammables et a présenté avec son courrier des devis.

Par courriel du 6 avril 2023, l'exploitant est revenu vers l'inspection en présentant une alternative à la zone grillagée consistant à mettre les aérosols dans des cages dédiées destinées à éviter les effets missiles. Toutefois, ces cages ne présentent pas de garanties d'être correctement fermées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la première solution n'a finalement pas été retenue en raison d'incompatibilité avec le système de sprinklage. L'exploitant a indiqué que le système de cages grillagées dédiées au stockage des aérosols sera mis en place temporairement (commande en cours) mais qu'une cellule dédiée au stockage des aérosols inflammables et liquides inflammables sera construite dans la cellule 7.

Par conséquent la non-conformité n°5 de l'inspection du 28 septembre 2022 est maintenue :

**Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, les aérosols inflammables ne sont pas stockés dans des conditions permettant d'éviter les effets missiles en cas d'incendie.**

Considérant les risques en ce qui concerne la généralisation d'un incendie dans une cellule et les problématiques que posent les aérosols inflammables pour l'intervention des pompiers en cas d'incendie, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de remédier à cette non-conformité, afin de s'assurer que l'exploitant mettra en œuvre ce qu'il a indiqué en inspection.

L'exploitant a précisé que la réalisation de la cellule dédiée sera réalisée en environ 6 mois auxquels s'ajoutent 2 mois d'études.

L'inspection propose par conséquent de retenir le délai de 8 mois pour la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 8 mois

## N° 2 : Modification du site et de l'espace boisé

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, R. 181-46 et L.110-1
<b>Thème(s) :</b> Modification du site – Suppression de l'espace boisé
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>R.181-46 du Code de l'environnement</b> II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation <b>doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation</b> , par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  <b>L.110-1 du Code de l'environnement II. – 2°</b> Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Ce principe implique d'éviter les atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit ; à défaut, d'en réduire la portée ; enfin, en dernier lieu, de compenser les atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites, en tenant compte des espèces, des habitats naturels et des fonctions écologiques affectées.
<b>Constats :</b> <b>Inspection des installations classées</b> L'inspection des installations classées s'est rendue avec le service nature et paysage de la DRIEAT sur le site de la SCAPNOR afin de constater les modifications entreprises par l'exploitant sur la partie nord et est de son établissement.  Une réunion d'échange amont sur le projet d'extension a été réalisée le 15 juin 2022. Suite à cette réunion d'échange amont, l'exploitant a été alerté sur l'enjeu de la biodiversité par courriel du 16 juin 2022. Cette alerte a été faite en raison de la proximité du site par rapport au projet de Panhard sur Bruyères-sur-Oise. À cette occasion, il a été communiqué à l'exploitant des informations sur la nécessité de faire un examen au cas par cas  Un permis de construire a été déposé au milieu de l'année 2022, sans dépôt de l'examen au cas par cas pourtant demandé dans la discussion d'échange amont. L'absence de cette pièce a valu donc un avis défavorable de l'inspection pour l'absence d'analyse au cas par cas. L'exploitant a alors réalisé un examen au cas par cas qui lui a permis d'obtenir une décision de dispense d'évaluation environnementale du 5 octobre 2022. Suite à cette procédure, il a été indiqué par courriel du 17 novembre 2022 que dans le cadre du porter à connaissance, « un diagnostic écologique des milieux naturels sur [le] site et [les] parcelles constructibles » devait être présenté. Il était précisé que « L'enjeu est la bonne prise en compte des enjeux milieux naturels du site dans les mesures d'évitement et de réduction surtout en phase chantier (mise en place de barrières sur les milieux évités, entretien à terme, etc.). ».  Le porter à connaissance a finalement été déposé en mars 2023 sans aucun élément concernant le diagnostic écologique. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux d'excavations et de remblaiement ont été réalisés après l'obtention du permis de construire en date du 21 octobre 2022. Après demande de la DRIEAT, l'exploitant a fourni les déclarations d'ouverture de chantier. Ainsi, le chantier a été ouvert le 23 février 2023 et des travaux préparatoires de défrichage, décapage et mise en merlon ont été réalisés. Entre 7 et 8 hectares d'habitats naturels ont été impactés (cf. les photographies en annexe).

Par conséquent, l'inspection constate que l'exploitant a réalisé des modifications de son établissement sans avoir déposé en amont le porter à connaissance, ce qui constitue une non-conformité. Au regard des aspects ICPE, cette non-conformité a été suivie d'effet considérant le dépôt du dossier de porter à connaissance. **Toutefois, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'une telle non-conformité pourra être suivie de suites pénales en application du point 5° du R. 514-4 du Code de l'environnement.**

Selon le L. 110-1, le projet d'extension doit poursuivre un objectif d'absence de perte nette de biodiversité, voire tendre vers un gain de biodiversité, au moyen d'une séquence éviter-réduire-compenser. **Le projet d'extension doit être l'objet d'une étude écologique** comprise dans le porter à connaissance. **Elle pourra se fonder sur un état initial potentiel sur la base de la bibliographie, des bases de données naturalistes régionales et d'un relevé faune flore printemps/été dans les espaces buissonnants et arbustifs environnants.**

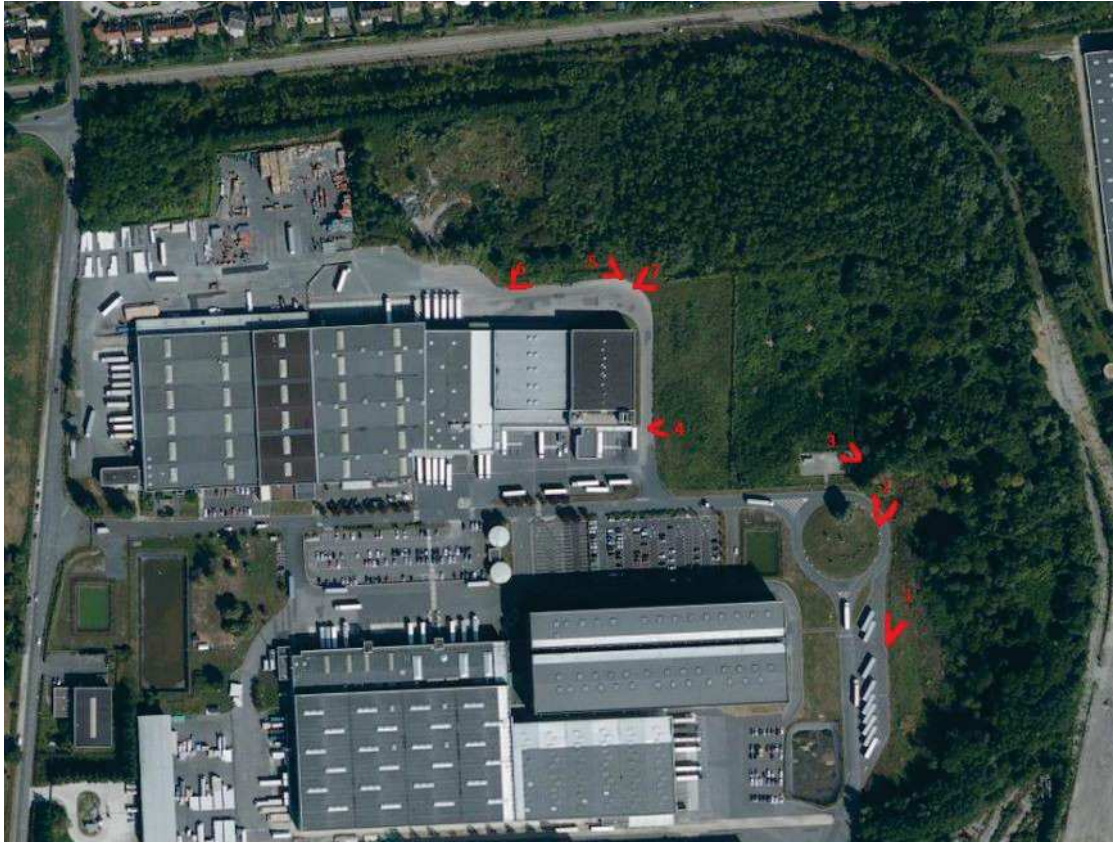
**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 8 mois



Annexe : Planche photographique



Localisation des prises de vue



Photo n°1





Photo n°3



Photo n°6